



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
19 septembre 2002
Français
Original: anglais

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

Douzième session
New York, 29 août 2002

Rapport de la réunion des États parties à la Convention

1. M. Milos Prica (Bosnie-Herzégovine), agissant en qualité de Président par intérim, a ouvert la douzième session de la Réunion des États parties à la Convention le 29 août 2002.
2. La Directrice de la Division de la promotion de la femme a fait une déclaration au nom du Secrétaire général, dans laquelle elle a attiré l'attention sur la session extraordinaire du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui s'est tenue au Siège de l'ONU à New York du 5 au 23 août 2002. Cette session, autorisée par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 56/229 du 24 décembre 2001, visait à rattraper le retard accumulé en ce qui concerne l'examen par le Comité des rapports des États parties. Au cours de la session, les rapports de 11 États parties ont été examinés, ce qui a éliminé le retard accumulé. La Directrice a encouragé les États parties dont les rapports auraient déjà dû être communiqués à les présenter conformément à l'article 18 de la Convention.
3. Elle a rappelé que, depuis la onzième session des États parties, tenue le 31 août 2000, le Comité avait tenu cinq réunions, dont la session extraordinaire. En dehors de l'examen des rapports de 35 États parties, le Comité avait adopté un certain nombre de décisions et de suggestions, y compris un nouveau règlement intérieur couvrant l'examen des rapports et son rôle au titre du Protocole facultatif¹ et l'établissement d'un Groupe de travail sur le Protocole facultatif en application dudit règlement². La Directrice a indiqué que le Groupe de travail, qui était constitué de cinq membres du Comité, s'était réuni trois fois depuis sa création et avait élaboré les procédures de travail du Comité en ce qui concerne son rôle au titre de cet instrument. Elle a attiré en particulier l'attention sur le projet de formulaire type de communication³ à l'intention de ceux qui présentent des pétitions en vertu du Protocole facultatif; ce formulaire a été élaboré par le Groupe de travail et adopté par le Comité à sa vingt-sixième session, en janvier 2002.
4. La Directrice a indiqué qu'au cours de la période qui s'était écoulée depuis la précédente réunion des États parties, le Comité avait également adopté plusieurs



déclarations à l'occasion de conférences des Nations Unies, de sommets et de sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, dont une déclaration sur la discrimination fondée sur le sexe et la race, qui a été adoptée par le Comité à sa vingt-quatrième session et transmise au Comité préparatoire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance⁴; une déclaration qui a été adoptée par le Comité à sa vingt-sixième session et transmise à la session spéciale de l'Assemblée générale consacrée aux enfants⁵; les déclarations adoptées par le Comité à sa vingt-sixième session sur les femmes et le développement durable⁶ et sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes âgées grâce à la Convention⁷, qui ont été transmises respectivement au Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable et à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement. La Directrice a également attiré l'attention des États parties sur la déclaration de solidarité avec les femmes afghanes que le Comité a adoptée à sa vingt-sixième session⁸, et dans laquelle il a exprimé l'espoir que les droits fondamentaux des femmes, tels qu'ils sont énoncés dans la Convention, guideraient toutes les actions dans les secteurs public et privé.

5. La Directrice a mentionné que 254 rapports qui auraient déjà dû être présentés en vertu de l'article 18 de la Convention n'avaient pas encore été reçus. Elle a évoqué la réunion informelle qui s'était tenue le 17 juin 2002 entre les États parties et le Comité pour procéder à un échange de vues, notamment sur les difficultés rencontrées pour présenter les rapports en temps voulu et rappelé aux États parties que des services techniques et consultatifs, notamment en ce qui concerne les obligations en matière de présentation de rapports, étaient disponibles sur demande auprès de la Division de la promotion de la femme. Elle a indiqué que, le 18 juin 2002, Bahreïn avait adhéré à la Convention, ce qui portait à 170 le nombre total des États parties. Elle a également précisé que 75 États parties avaient signé le Protocole facultatif, tandis que 43 l'avaient ratifié et y avaient adhéré et que 35 États parties avaient accepté la modification apportée au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention relatif à la période réunion du Comité.

6. Après que la Directrice eut fait sa déclaration, Mme June Yvonne Clarke (Barbade) a été élue Présidente de la réunion. M. Chungong Ayafor (Cameroun), Mme Mukta D. Tomar (Inde), M. Gilbert Laurin (Canada) et Mme Ivana Grollova (République tchèque) ont été élus Vice-Présidents. L'ordre du jour provisoire (CEDAW/SP/2002/1) a été adopté.

7. Conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la Convention, les États parties ont élu au scrutin secret 12 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dont 3 qui étaient déjà membres et dont la réélection était proposée, à savoir Naela Mohamed Gabr (Égypte), Rosario Manalo (Philippines) et Fumiko Saiga (Japon). Les membres nouvellement élus étaient : Meriem Belmihoub-Zerdani (Algérie), Cornelis Flinterman (Pays-Bas), Huguette Bokpe Gnancadja (Bénin), Salma Khan (Bangladesh), Akua Kuenyehia (Ghana), Krisztina Morvai (Hongrie), Pramila Patten (Maurice), Victoria Popescu Sandru (Roumanie) et Dubravka Šimonović (Croatie). La liste des candidats et leur curriculum vitae figuraient dans les documents CEDAW/SP/2002/3, CEDAW/SP/2002/3/Add. 1, CEDAW/SP/2002/3/Add. 2 et Corr. 1, et CEDAW/SP/2002/3/Add. 3.

8. La réunion était saisie du document CEDAW/SP/2002/2, présenté en vertu de l'article 28 de la Convention, qui prévoit que «le Secrétaire général de

l'Organisation des Nations Unies recevra et communiquera à tous les États le texte des réserves qui auront été faites au moment de la ratification ou de l'adhésion ». Cet article prévoit aussi que le Secrétaire général informe tous les États de toutes réserves, déclarations, objections et notifications de retrait de réserves relatives à la Convention. Le document contenait également la liste des États parties qu'avaient déposé auprès du Secrétaire général des instruments d'acceptation de la modification du paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention, ainsi que des États qui avaient signé et ratifié le Protocole facultatif à cette Convention.

Notes

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, Cinquante-sixième session, Supplément No 38 (A/56/38)*, Part. I, Chap. I, décision 24/I.

² Ibid., par. 366.

³ Voir A/57/38 (Part. I), par. 407.

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, Cinquante-sixième session, Supplément No 38 (A/56/38)*, Part. I, Chap. I, décision 24/II.

⁵ Ibid., Part. II, Chap. I, décision 25/III.

⁶ Voir A/57/38 (Part. I), Chap. I, décision 26/II.

⁷ Ibid., décision 26/III.

⁸ Ibid., décision 26/I.